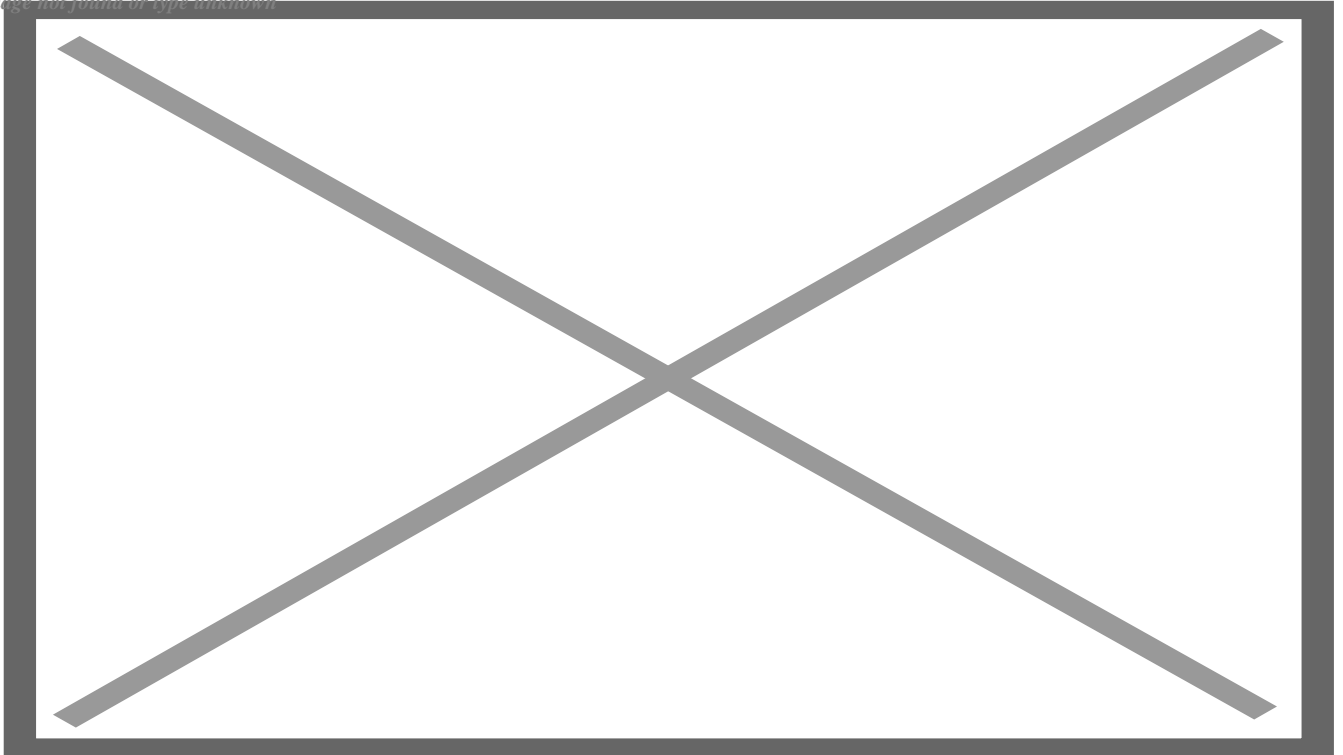


Des jours difficiles pour les Argentins

Image not found or type unknown



par María Josefina Arce

Des jours difficiles et incertains attendent l'Argentine, suite à la récente approbation par le Congrès de la critiquée Ley de Bases, une proposition du gouvernement présidé par Javier Milei qui, bien que modifiée pour obtenir sa sanction après six mois de débats législatifs, signifie pour une partie des citoyens un pas en arrière dans les droits obtenus.

Plusieurs articles en particulier ont suscité la controverse et le rejet de la part de l'opposition et des organisations sociales et syndicales. L'un d'entre eux est le régime d'incitation aux grands investissements, qui accorde des conditions extrêmement favorables aux entreprises qui investissent plus de 200 millions de dollars dans le pays sud-américain.

Les autorités défendent cette section comme étant nécessaire pour attirer des capitaux afin de stimuler l'économie ; cependant, elle a été décrite par beaucoup comme un nouveau statut juridique du colonialisme.

L'ancienne présidente Cristina Fernández, par exemple, a souligné qu'il conduirait à l'exploitation des ressources naturelles de l'Argentine par des entreprises étrangères, générant, a-t-elle prévenu, une économie extractive.

Elle est considérée comme préjudiciable aux petites et moyennes entreprises du pays sud-américain, qui génèrent 70 % des emplois, ce qui entraînera une augmentation du chômage, qui a grimpé à près de 8 % au premier trimestre de cette année.

La restitution de la quatrième catégorie de l'impôt sur le revenu, qui affectera plus d'un million de travailleurs, lesquels sont déjà confrontés à des difficultés au quotidien, compte tenu de la forte inflation qui prévaut et qui, au cours des cinq premiers mois de 2024, a atteint 71,9 %, a également suscité une vive controverse.

En revanche, les secteurs les plus riches paieront moins d'impôts sur les biens personnels, ont dénoncé les organisations sociales et syndicales.

La loi fondamentale implique également une réforme du travail, qualifiée de régressive, car, de l'avis des experts, elle conduira à une plus grande précarité de l'emploi et encouragera le travail informel en éliminant les sanctions.

Les privatisations controversées sont présentes dans la législation adoptée par le Congrès. Bien que le nombre d'entreprises que le gouvernement entendait ouvrir au capital privé ait été considérablement réduit, plusieurs entreprises publiques seront tout de même mises en vente.

La délégation de pouvoirs extraordinaires au président a été largement critiquée : même si elle a été ramenée de deux ans à un an, elle donnera à Milei des pouvoirs qui appartiennent normalement au pouvoir législatif.

Une nouvelle période d'incertitude s'ouvre donc pour les Argentins, qui n'ont pas eu de répit depuis l'arrivée de Javier Milei à la présidence en décembre dernier et qui voient maintenant arriver une loi considérée comme injustement sociale.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/359069-des-jours-difficiles-pour-les-argentins>



Radio Habana Cuba